

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale
et accords nationaux**

BÂTIMENT
IDCC : 2609. – **ETAM**

AVENANT DU 11 JANVIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} FÉVRIER 2008
(BOURGOGNE)

NOR : *ASET0850378M*
IDCC : 2609

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne ;
L'union régionale CAPEB Bourgogne ;
La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

Les unions départementales de Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire et Yonne CGT-FO ;

L'union régionale construction et bois CFDT Bourgogne ;

Le syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes (SNCT-BTP) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national

du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Bourgogne.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Bourgogne est fixé comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL
A	1 340
B	1 425
C	1 510
D	1 650
E	1 775
F	2 050
G	2 310
H	2 450

Article 2

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} février 2008.

Le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Bourgogne s'appliquera au sein des entreprises au fur et à mesure que ces dernières procéderont au reclassement de leurs salariés ETAM, et au plus tard le 1^{er} juillet 2008.

Article 3

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Dijon, le 11 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)